

L'authorité palestinienne bloque 59 sites d'information

Description

Par Tamara Nassar, 22 octobre 2019

L'authorité palestinienne a bloqué 59 sites d'information et pages de médias sociaux palestiniens et en langue arabe.

Le tribunal de district de Ramallah en a donné l'ordre le 17 octobre à la demande du procureur général de l'Authorité palestinienne, Akhram Ismail Khatib, mais l'ordre a été reporté à lundi.

L'ordre de justice affirme que les sites internet violent la loi sur les délits électroniques ([Electronic Crimes Law](#)) de l'Authorité palestinienne, loi dont les associations de défense des droits de la personne [disent](#) qu'elle est un à« outil pour museler la liberté d'expression légitime et la critique des autorités à».

La loi a été [promulguée](#) par le leader de l'Authorité palestinienne Mahmoud Abbas en 2017 et a été rejetée avec force par les Palestiniens.

Les utilisateurs des médias sociaux ont exprimé leur indignation avec le hashtag  « [blocking is a crime](#)  ».

La [liste](#) des sites bloqués inclut entre autres *Arab48*, *Wattan TV*, *Shehab News Agency*, *Quds News Network*, *Gaza Now*, *Metras*.

Aucun site israélien n'a été bloqué.

https://twitter.com/Paltodaytv/status/1186327029974753288?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Enassar%2Fpalestinian-authority-blocks-59-news-outlets

Des groupes condamnent la décision de l'AP

Des partis politiques palestiniens et des syndicats de journalistes ont condamné la décision de l'AP.

 « L'Authorité palestinienne met la tête dans le sable en tentant de brider la liberté d'expression et de ramener les médias nationaux à l'obscurité dans laquelle l'occupation israélienne essayait en vain de les maintenir à», a [déclaré](#) lundi Husam Badran, membre du mouvement de résistance palestinien [Hamas](#).

 « Cette nouvelle interdiction ne peut que signifier que l'Authorité palestinienne et l'occupation combattent ensemble l'expression nationale palestinienne et sa dénonciation des violations commises dans le cadre de l'occupation, ainsi que de la corruption et de la criminalité à».

Le Comité de soutien aux journalistes en Palestine a également [condamné](#) cette décision « injuste » de l'AP et exigé qu'elle soit annulée.

Le groupe Palestinian Youth Media Group a [qualifié](#) cette interdiction de « massacre de la liberté » ne profitant qu'au discours israélien.

Le groupe de solidarité avec les prisonniers [Samidoun](#) a déclaré que l'interdiction révélait que « l'AP a peur d'une explosion populaire » son encontre similaire aux révolutions arabes, dont la plus récente a lieu au Liban ».

Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network: « The Palestinian Authority's decision to block websites reveals its fear of a popular explosion against it similar to the Arab revolutions, the latest of which is Lebanon. »
[#0\\$0-0_0-0±0?0 0 pic.twitter.com/uJA3Ufsw20](#)

« Samidoun Network (@SamidounPP) [October 21, 2019](#)

Censure de Facebook

Entre-temps, Facebook a retiré la page du site d'information Palestinian Information Center de sa plateforme au début du mois.

Le site a dit que Facebook ne lui avait donné ni préavis ni justification.

La page en arabe avait près de cinq millions de followers, [selon](#) le site.

Le Centre palestinien pour le développement et la liberté des médias (MADA) a [rapporté](#) une augmentation des violations de la liberté des médias en septembre, due en grande partie à Facebook.

Facebook a fermé 34 pages d'information et compte de journalistes palestiniens basés en Cisjordanie occupée et dans la Bande de Gaza assiégée ce mois de septembre, prétendant qu'ils « violaient les règles de la communauté Facebook », a rapporté MADA.

Traduction : MUV pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2019/10/23